

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

7 au 14 mai 1997



10,00 F

Face aux urnes

AINSI, CHIRAC VIENT DE décider, après de longues et tortueuses réflexions, cet acte de haute stratégie politique : la dissolution de l'Assemblée nationale.

Ainsi, l'ensemble de la classe politique vient de faire connaître sa satisfaction de voir avancé au 25 mai ce triste rendez-vous de la démagogie érigée en mode de gouvernement : les élections. Bien sûr, quelques-uns dénoncent une manipulation politicienne opérée par le gouvernement Chirac. Mais, dans l'ensemble, tous font preuve de leur satisfaction et s'affirment prêts au « combat ».

Ceci appelle de notre part plusieurs réflexions.

1. Nous ne pouvons que constater la méthode de gouvernement qui consiste à laisser courir des bruits sur une éventuelle dissolution, à jouer sur la rumeur, puis, alors qu'aucun motif d'intérêt général hormis ceux de la classe politique ne la justifie, à annoncer cette dissolution. Manière de créer le besoin en quelque sorte, jusqu'à ce que quelque sondage favorable à la dissolution vienne « confirmer » la « volonté » du pays de dissoudre l'Assemblée.

2. Pourquoi la dissoudre maintenant ? Les élections n'ont toujours été, et ne pourront être, qu'une machine à casser les luttes sociales. Or, le développement depuis de longs mois de luttes sectorielles (Renault, maîtres auxiliaires, aviation, sans-papiers, médecins, routiers, cheminots, traminots, chômeurs, luttes contre les réductions d'effectifs, luttes contre les fermetures de classes...) pouvait laisser craindre au pouvoir à plus ou moins brève échéance un nouveau mouvement social d'envergure. Cela d'autant plus qu'approche le moment du passage à la monnaie unique et que les « critères de convergence » de Maastricht imposent à nouveau une « rigueur » accrue, de nouvelles coupes dans les budgets sociaux, de nouvelles privatisations de services publics. Il est donc indispensable pour les prétendants au pouvoir

de faire face aux échéances avec une « légitimité électorale » accrue.

3. Le pouvoir était en mesure jusqu'à présent, malgré la grande faiblesse de son assise dans l'opinion, de laisser traîner en longueur certains conflits (maîtres auxiliaires, sans-papiers, médecins...) jusqu'à l'essoufflement. Les luttes à venir ne seront sans doute pas du même tonneau.

La mise en œuvre d'une flexibilité au niveau européen et mondial, la mise en concurrence directe de tous les secteurs industriels, publics et parapublics, la nécessité au nom de la théologie ultra-

cière des universités, développement de la mise sous tutelle des cursus universitaires aux intérêts directement patronaux (stages diplômants faiblement rémunérés), mise en concurrence des universités françaises entre elles (logique qui devra se traduire à terme au niveau européen), réduction de la protection sociale des étudiants (réforme des aides sociales en un fond unique, pour l'instant à volume constant)... Les universités devront trouver seules les moyens de tourner et les étudiants le moyen de financer leurs études.

Comment les étudiants, quand ils se retrouveront face aux effets directs de la réforme pourront-ils l'accepter ?

ment, va faire plonger son budget dans le rouge. Et l'on se plaindra à nouveau des difficultés des retraites. Et l'on reparlera à nouveau de rigueur, et les fonds de pension s'en retrouveront renforcés. Et ainsi de suite. Jusqu'à ce que des retraites décentes, voire somptueuses, ne soient plus que l'apanage de celles et ceux qui pourront se les payer. Les autres crèveront.

4. Pour la gauche, les élections viennent à point nommé alors que la campagne pour un front républicain a atteint son point d'apogée à Strasbourg. D'autre part, elle aura tout autant que le gouvernement besoin d'une légitimité parlementaire, une fois au pouvoir, pour canaliser à son tour le mécontentement populaire. Rien ne serait pire pour elle que d'arriver au pouvoir en pleine période d'agitation sociale : elle aurait été contrainte, durant la campagne électorale, de faire des promesses en la matière, promesses qu'elle est absolument incapable de tenir, tant son intégration dans la politique libérale est grande. Qu'aurait-elle à proposer qu'elle puisse tenir ? Une rigueur moins douloureuse, mais une rigueur quand même. Une restructuration plus douce des services publics, mais leur casse quand même. Des lois Pasqua-Debré plus consensuelles mais des lois Pasqua-

Debré quand même. Ou pis : une politique de quotas, dont le caractère ethnociste, pour ne pas dire raciste, n'échappe à personne. Un capitalisme plus soft enfin, mais le capitalisme quand même. L'assentiment donné par la gauche au plan Juppé en novembre 1995 témoigne du curieux sens des services publics et de la modernité de la gauche, qui se réjouissait de l'action « réformatrice » du gouvernement Juppé.

5. Il faut donc, pour les forces de pouvoir, canaliser les luttes sociales actuelles et fournir ses armes pour celles à venir. Ce sera le premier rôle des élections législatives : couper court à tout débat de fond, de transformation sociale dont les mouvements sociaux peuvent être porteurs. Ainsi, l'un des premiers effets de la mobilisation « antifasciste » de la gauche aura été, au niveau national, de déporter le débat initialement sur le racisme d'État (les lois racistes), ouvert par les sans-papiers et la mobilisation contre la loi Debré, sur le thème de la nécessaire alliance du pays contre l'hydre fasciste à venir. Exit donc le débat sur le boulevard ouvert au FN par les lois racistes des différents gouvernements de droite et de gauche.

Par la suite, un gouvernement paré de toute la « légitimité » républicaine pourra à nouveau frap- ●●● page 4



bérale de réduire la charge des services publics ne se fera pas sans douleur. Et déjà, des initiatives de luttes au niveau européen se font jour face à toutes ces agressions des possédants contre ceux qui ne vivent que de leur travail ou de la protection sociale : marche contre le chômage, Vilvorde... Il n'est pas impossible que d'autres surgissent : aviation, Télécom, santé... L'éducation n'échappe pas à cette logique. Le ministère a réussi jusqu'à présent à amadouer l'ensemble des organisations dites « représentatives » de l'enseignement supérieur en ce qui concerne la réforme à venir dès septembre. Et on sait à quel prix : concertation publiques de pure forme, négociations d'arrière-cour, promesses de sinécures pour les représentants syndicaux et associatifs (ainsi le projet de réforme ne propose-t-il pas moins que la rémunération des acteurs de la vie associative et syndicale universitaire et des dérogations officielles de redoublement pour les militants syndicaux qui échoueraient à leurs examens...). Et pourtant, malgré le peu d'envergure de cette réforme, plusieurs axes fondamentaux sont mis en place : accroissement de l'autonomie finan-

Autre domaine, mêmes effets. A très court terme, après toutes les attaques dont elle ont été victimes, la Sécurité sociale et les retraites vont se retrouver à nouveau dans la tourmente. Nous ne rappellerons jamais assez que le « trou » de la sécu n'est qu'une arme du libéralisme, une machine de guerre dont il s'est muni pour casser le système de protection sociale. Rappelons tout d'abord que ce fameux « trou » serait intégralement rempli par les impayés patronaux et étatiques à la sécu. Rappelons également que les difficultés de la sécu ne sont pas dues à une évolution démographique ou technologique (en ce qui concerne l'évolution des techniques médicales) mais à des volontés politiques et économiques. Que la source de ces « déficits » n'est pas le vieillissement de la population mais d'une part l'affolant développement du chômage, qui prive l'institution d'une importante partie de ses ressources, d'autre part les ponctions sur les cotisations retraites au régime général de leurs employés ! Il s'agit d'une mise en concurrence directe d'un système de profit avec le régime plus ou moins mutualiste actuellement existant qui, rapide- ●●● page 4

EDITORIAL

Unité ! Tous ensemble ! criaient-ils dans les cortèges de ce 1^{er} Mai. Il est vrai que les chroniqueurs, dont les documentations sont tenues bien à jour, ne se lassent pas de nous répéter que, depuis quinze années, les manifestations et les réunions organisées à l'occasion du 1^{er} Mai n'étaient plus unitaires. Que s'est-il donc passé de si grave, ou de si déterminant, pour réunir ceux que divisaient hier les meilleures raisons du monde ? Serait-ce la conscience claire que la coupe est pleine, et au-delà ? Que la précarité des emplois, la dégradation des conditions de travail et la dislocation des garanties contractuelles atteignent aujourd'hui un degré tel qu'il faut que cette dégringolade s'arrête. Ce 1^{er} Mai sera-t-il marqué plus tard comme le commencement de la contre-offensive, comme un avertissement aux conseils d'administration et aux palais gouvernementaux ? Il suffit que le peuple, le prolétariat, le salariat s'assemble pour qu'il soit formidable !

Ceux qui ont opéré, il y a quatorze ans, en 1983, la division de la gauche parlementaire – c'est-à-dire le parti socialiste et le parti communiste – réussiraient ainsi, aujourd'hui et demain, la main sur le cœur, à rétablir la confiance, à retrouver l'allant, à restaurer le rapport de forces d'un mouvement social dont ils préserveraient l'autonomie... Foutaises, bien sûr ! Le pacte de non-agression entre les candidats de gauche à la gestion de la république capitaliste ne durera que l'espace d'un court printemps électoral. Il s'agit de faire patte de velours pour attirer le chaland dans l'isoloir. Puis la guerre des maroquins ministériels et des prébendes reprendra de plus belle !

Allons, compagnons, pour quelques semaines, rentrons la tête dans les épaules. Lorsque la triste farce est finie et les bulletins de vote balayés vers les incinérateurs, c'est notre heure qui vient, à nous les anarchistes : Purs de de toute ambition, prodiges de nos forces, prêts à payer de notre personne, consentons à poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique pour rendre viable une société de femmes et d'hommes libres.

ISSN 0026-9433 - N° 1083

M 2137 - 1083 - 10,00 F



FOP 2520

L'Église catholique passe à l'offensive

L'ANTICLÉRICALISME AVAIT ÉTÉ rangé un peu vite par certains au magasin des accessoires, considéré avec indulgence amusée, comme une espèce de folklore anachronique. Le péril était supposé avoir disparu, englouti par la même « modernité » cocacolisée qui a noyé la culture ouvrière. Nous pouvions nous offrir le luxe reposant de la tolérance... Or voici qu'à l'approche du centenaire de la séparation de l'Église et de l'État (en 2005), l'Église catholique revient à l'offensive sur plusieurs fronts, culturel, idéologique et judiciaire, tandis que l'État multiplie les gestes de bienveillance envers elle, comme ces temps-ci à l'occasion de la préparation des Journées mondiales de la jeunesse (catholique).

Mentir sur le passé

Les religieux ne manquent pas une occasion de réécrire l'histoire à leur avantage, pour en gommer les aspects préjudiciables à l'image de l'Église. Dans un colloque (1) sur la prise en charge de la douleur, organisé au Sénat en décembre 1994, le père Dinechin s'élevait, en tant que représentant de l'épiscopat, contre « l'idée inexacte que le christianisme promouvait "la valeur rédemptrice de la souffrance", [idée que] notre mémoire sociale en France, et en particulier dans les milieux médicaux a retenue. » Il affirmait même qu'on ne trouve « aucune mise en garde venue d'autorités religieuses catholiques contre des traitements de la douleur », aussi loin que l'on remonte dans l'histoire. J'ai montré dans *A la vie à la mort* (2) qu'au contraire les propagandistes catholiques ont, durant le XIX^e siècle et jusqu'aux années 30 du nôtre, constamment exalté la douleur comme marque de la condition inférieure de l'homme ou châtement de ses péchés. Ces thèmes étaient couramment traités dans les brochures, diffusées à des milliers d'exemplaires, et dans des tournées de conférences. Il faut attendre les années 70, tout récemment donc, pour que s'amorce un réel changement de

cap, qui mène aujourd'hui des médecins catholiques à promouvoir les soins palliatifs donnés aux mourants, non sans arrière-pensée – il est vrai – puisqu'ils espèrent ainsi priver les patients de l'euthanasie de leur meilleur argument.

Reconquérir la société

Exemple récent et particulièrement éclairant de la stratégie catholique, les évêques de France viennent de créer, selon la loi de 1901, l'association Croyances et Libertés, afin, déclarait au *Figaro* le secrétaire général de l'épiscopat, de « promouvoir la liberté religieuse [...] mais aussi défendre les dogmes, les principes, la doctrine de l'Église catholique ainsi que ses institutions, quand ils sont bafoués (3). »

Défendre doit s'entendre ici : devant les tribunaux. L'ambition de Mgr Lagoutte, puisque tel est son nom, et de ses collègues, est donc de faire juger par les tribunaux de la République ceux qui auront osé tourné en ridicule (c'est le sens de « bafouer ») par exemple le dogme de la virginité de Marie. Autrement dit encore, les tribunaux laïques auraient à appliquer le droit canon, de la même manière que les tribunaux civils sont chargés d'appliquer le code de justice militaire!

Comme le journaliste du *Figaro*, un peu interloqué, demande à l'évêque « comment défendre des dogmes religieux devant un tribunal civil », celui-ci répond : « Il ne s'agit pas de demander à un tribunal de défendre un dogme, mais de permettre aux catholiques de le professer librement ». Ce qui revient exactement au même!

Ainsi serait-il passible des tribunaux, de rappeler que l'hypothèse d'une conception et d'un accouchement n'ayant donné lieu à aucune lésion de l'hymen relève de la blague de carabin ou de la supercherie de sorcier, et ne peut susciter que le rire et le mépris chez tout être qui raisonne. C'est au moins le but déclaré de Mgr Lagoutte et chefs de sa secte.

Les motifs qu'il avance sont ceux aussi très édifiants : « Nous sommes

dans un contexte culturel nouveau [sic, la séparation date de 92 ans] où l'Église, pas plus que les autres institutions, n'est universellement reconnue comme une autorité incontestable et intouchable. Elle est désormais attaquée, comme toute institution. De cela nous prenons acte, et nous en tirons les conséquences. »

Les mots sont ici lourds de sens. En effet, s'il n'est pas abusif de parler de l'Église comme d'une institution, on voit bien que ce terme sert à maintenir symboliquement une parenté entre l'Église et les institutions de l'État (l'État lui-même, l'armée, l'école, etc.). Or, d'un point de vue juridique, la déclaration de Mgr Lagoutte a autant (aussi peu) de valeur que celle que pourrait faire le président du syndicat national des garagistes, lassé des critiques qui

[sic], mais nous ne voulons pas non plus être réduits au silence. Pourquoi les uns auraient-ils le droit de tout dire publiquement, tandis que d'autres n'auraient que celui de se taire? Dans ce pays, les catholiques, qui ne sont pas minoritaires, ne sont pas moins égaux que leurs concitoyens. » Cette dernière formule, inspirée d'un sketch de Coluche, doit être inversée pour être comprise : les catholiques veulent être « plus égaux que les autres » devant la loi. A ma connaissance, en effet, les journaux catholiques paraissent librement : personne n'a été poursuivi devant les tribunaux pour avoir affirmé sa croyance en la résurrection de Jésus ou en la virginité de Marie, y compris lorsque ces billevesées s'étalent sur de disgracieux panneaux publicitaires disposés sur les églises parisiennes, dont la vue

incroyants, réclament tout simplement qu'il soit interdit de se moquer d'eux ! Ils jouent habilement des amalgames déjà présents dans la loi, et annoncent que « l'association [Croyances et Libertés] se propose aussi de lutter contre toute forme de racisme, c'est-à-dire contre toute discrimination fondée sur l'origine, l'appartenance ou la non-appartenance à une race, une ethnie ou une religion déterminée. » Nous ne sommes pas loin du « racisme anticatholique » qui faisait jusqu'ici les délices des seuls intégristes de l'Alliance générale contre le racisme et pour l'identité française (Agrif, présidé par Bernard Antony, député européen du FN) ou du « racisme antifrçais », commune préoccupation de MM. Le Pen et Toubon. De ce mélange des genres, de cette confusion sémantique, nous ne pouvons rien attendre qu'un renforcement de l'arsenal répressif de l'État, brandissant l'antiracisme contre des révolutionnaires qui l'incarnent depuis toujours.

Un pays chrétien

Lors du récent procès concernant l'affiche du film de Milos Forman *Larry Flint*, dont des catholiques demandaient le retrait, le représentant du parquet, c'est-à-dire du ministère de la Justice, c'est-à-dire l'État, a prononcé un réquisitoire qui a dû combler Mgr Lagoutte et ses confrères, tant il illustre leur stratégie : revenir, par le biais culturel, sur le principe de la séparation de l'Église et de l'État. « Nous sommes un pays chrétien, a ainsi déclaré le substitut du procureur, Mme Gregogna, je veux dire avec une base de chrétiens [sic], même si les églises ne sont plus aussi pleines qu'autrefois. On ne peut toucher à ses racines, à son éducation, à sa morale. Je suis même surprise qu'il n'y ait que trente et un plaignants [contre l'affiche] (...). Le ministère public est là pour rappeler qu'il y a des limites, qu'on n'a pas en permanence à être choqué. On va dire que le ministère public est puritain et même pudibond. Certains vont parler de retour en arrière. Mais (...) il y a un trouble manifestement illicite, constitué par cette agression permanente sur la voie publique (4). » La représentante du parquet, censée – selon les us et judiciaires – parler au nom de la société, en l'espèce d'une société laïque, décrète que la France est « un pays chrétien », ce qui au regard du droit constitutionnel est dépourvu de sens. Significativement, sa seule restriction n'est pas d'ordre juridique (la laïcité de l'État), mais religieux (la baisse de fréquentation des églises) ! Du coup, racines, éducation, et morale catholiques sont supposées former une sorte de préambule de la Constitution de la République, qui s'imposerait à chaque citoyen, quelles que soient ses propres convictions. En effet – faut-il le préciser ? – seuls les croyants, et plus sûrement encore les catholiques, sont dotés de convictions, susceptibles d'être choquées. « On n'a pas en permanence à être choqué », affirme l'impersonnel ●●● page 4

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST



visent sa corporation. Mais la hiérarchie catholique entend exipier de sa splendeur passée, avant qu'elle ait été chassée manu militari de l'Éducation et de la médecine hospitalière, pour conserver une place privilégiée au sein de la société. Ce bluff historico-théorique n'est pas sans efficacité. Il n'est que de voir le réflexe des médias et des gouvernements qui se sont succédés depuis cinquante ans : dès que se pose un « problème de société » touchant à la procréation et à la mort (avortement, euthanasie, etc.) les regards et les micros se tournent en priorité vers les curés, qui voient ainsi reconnue leur compétence autoproclamée dans ces matières.

De ce point de vue, les propos de Mgr Lagoutte peuvent étonner : « Nous ne voulons empêcher personne de parler, voire de critiquer

constitue une indéniable nuisance esthétique et intellectuelle pour l'antichriste que je suis. Les catholiques, y compris les plus fanatiques d'entre eux, sont donc – au regard de la loi – parfaitement libres de ressasser leurs délires, en privé et en public. Le législateur n'entend nullement les « réduire au silence » ni leur défendre de répondre sur le même ton à qui les critique ou les moque. Mais, ne disposant plus de la force publique ni de la justice, l'Église se trouve réduite à ses seuls moyens intellectuels, qui lui paraissent bien minces. Si Mgr Lagoutte prend la pose du persécuté, c'est pour mieux annoncer que les catholiques « qui ne sont pas minoritaires » vont néanmoins réclamer à l'État la protection due aux minorités opprimées. Si elle renvoie au folklore de la persécution antichrétienne (catacombes, Blandine aux lions, etc.), cette stratégie n'en est pas moins moderne. C'est moderne. C'est une version française de l'affirmative action américaine (généralement mal traduite par « discrimination positive »), qui justifie entre autres des mesures de quotas universitaires en faveur des minorités ethniques. En l'espèce, les catholiques, libres de se gausser des

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Nucléaire délétaire

DEUX ÉTUDES épidémiologiques ont récemment relancé la polémique autour des liens probables entre la présence d'un site nucléaire et l'augmentation du nombre de cancers dans une zone avoisinante. La première menée par des universitaires de Caroline-du-Nord sur l'ensemble des cancers déclarés entre 1975 et 1985 autour de la centrale de Three Mile Island dont le réacteur avait laissé échapper le 28 mars 1979 des gaz radioactifs établit que le taux de cancers du poumon et de leucémie a augmenté de deux à dix fois aux alentours de la centrale pennsylvanienne (1). La seconde menée par l'équipe de Jean-François Viel et Dominique Pobel et publiée par le *British medical journal* conclue que le risque d'apparition de leucémie chez les enfants du Nord-Cotentin croît avec la proximité des plages qui sont à proximité des installations nucléaires de Cherbourg et de la Hague (2).

Une désinformation constante...

Bien entendu les autorités américaine et française, épaulées par un brochette d'experts, remettent en cause la valeur

scientifique de ces travaux. Mais comment pourrions-nous donner le moindre crédit à ces démentis officiels lorsque l'on se remémore l'ampleur de la désinformation et des mensonges qui ont accompagné chaque nouvelle catastrophe nucléaire? Le 26 avril 1986, le quatrième réacteur de la centrale de Tchernobyl explosait. L'État français, par le biais du professeur Pellerin, président du service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), déclare qu'« aucune radioactivité anormale n'a été vue dans notre pays ». Pour expliquer ce miracle on évoque un providentiel anticyclone qui aurait écarté le nuage radioactif de nos frontières. Par la suite, il a été prouvé que le nuage avait traversé à deux reprises la France laissant derrière son passage des « taches de léopard » radioactives comme un peu partout en Europe. Après celles de la Moselle, on vient de « découvrir » l'existence d'une de ces taches dans la forêt vosgiennes de Saint-Jean-d'Ormont. L'institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) annonce des chiffres oscillant selon des prélèvements entre dix milles et quatre-vingt mille becquerels au mètre carré (3). Mais quand on sait que cet institut est lié directement au Commissariat à

l'énergie atomique (CEA), on se demande de combien de milliers de becquerels il faudrait corriger ces mesures pour avoir une idée du véritable taux de radioactivité relevé.

... et universelle

Ce manque de transparence des nucléocrates a également été dénoncé par les Japonais à la suite de l'explosion survenue le 11 mars dernier à Tokaimura dans l'usine de retraitement des combustibles nucléaires à une centaine de kilomètres de Tokyo. Il est, à juste titre, reproché aux dirigeants nippons de n'avoir pas tiré les leçons des fuites de sodium qui sont apparues en décembre 1995 dans le surgénérateur de Monju (4).

Plus proche de nous, un alternateur de la centrale de Gravelines est tombé en panne le 8 janvier 1997 (5). EDF a beau nous expliquer que cet incident n'a pas eu lieu dans la partie nucléaire du site on n'en est pas rassuré pour autant. En effet, c'est loin d'être le premier accident recensé dans cette centrale qui capitalise à elle seule 10% de la production d'électricité du parc nucléaire français. Parmi les exemples présentés par le Comité stop-Nogent dans un article

publié par le groupe boulonnais de l'OCL citons que « le 19 juillet 1995, l'exploitant a constaté qu'une vanne d'eau d'isolement de l'enceinte du réacteur était ouverte, alors que le réacteur était en puissance. Elle avait été ouverte pour le nettoyage lors de l'arrêt de la tranche et aurait dû être refermée le 20 mai. Cette lacune d'organisation n'avait été décelée par aucun contrôle. En cas d'incident radioactif, l'étanchéité du confinement pouvait ne plus être assurée » (6).

Deux ans après l'explosion qui survint à Cadarache dans le réacteur Rapsodie le 31 mars 1994, un rapport commandé par la justice à la direction régionale de la recherche et de l'environnement de Provence-Alpes-Côte d'Azur avait révélé que cet incident était dû à une insuffisance de l'organisation de la sûreté et de la qualité et aux comportements hasardeux des opérateurs (7).

Tant de dysfonctionnement dangereux pour les populations qui n'empêche pas Claude Birraux, député UDF de Haute-Savoie, de proposer d'étudier un nouveau type de réacteur conçu par Carlo Rubbia, prix Nobel de Physique (8); ce qui n'empêche pas les responsables de la Chinon d'envisager d'expérimenter à leur tour le mox, com-

combustible fait d'un mélange d'uranium et de plutonium (9); ce qui n'empêche pas Franck Borotra, ministre de l'Industrie d'inaugurer à Saclay dans l'Essonne une installation qui vise à trier au laser l'uranium 235 de l'uranium 238 (10); ce qui n'empêche pas le gouvernement de vouloir remettre en route les surgénérateurs Superphénix et Phénix (11). Voilà qui nous promet un avenir « rayonnant »!

A moins que le mouvement antinucléaire continue de développer ses offensives. La mobilisation autour du site du Carnet et contre les déchets nucléaires laissent à penser que c'est bien parti!

Christophe Fétat
groupe May-Picqueray (Lille)

- (1) *Le Monde* 27 février 1997.
- (2) *Le Monde* 23 janvier et 14 mars 1997.
- (3) *Le Monde* 7 et 20 mars 1997.
- (4) *Le Monde* 13 et 14 mars 1997.
- (5) *La Voix du Nord* 9 janvier 1997.
- (6) *La Moutette enragée* février 1997.
- (7) *Le Monde* 26 janvier 1997.
- (8) *Le Monde* 7 mars 1997.
- (9) *Le Monde* 22 février 1997.
- (10) *Le Monde* 28 février 1997.
- (11) *Le Monde* 16-17 mars 1997.

L'Église catholique passe à l'offensive

suite de la première page

substitut. « On » ne se soucie pas de la colère qui saisit chaque dimanche matin des milliers d'auditeurs athées obligés de changer de fréquence pour échapper aux simagrées de la messe dominicale, retransmise par une radio nationale, et financée par l'argent public. « On » trouve tout naturel que les mêmes impôts qui serviront à financer le pèlerinage des livres jugés blasphématoires ou pornographiques par les grenouilles de bénetier, servent aussi à construire des cathédrales où elles trouveront à barboter.

Croire, c'est renoncer à penser

« Credo quam absurdum », je crois parce que c'est absurde! Que la for-

mule appartienne ou non à Augustin, à qui on l'attribue, elle décrit parfaitement le mécanisme de la croyance: une abdication de l'intelligence, exigée et offerte en signe de soumission à un pouvoir, à une secte. Par parenthèse, il est piquant de voir l'Église catholique se faire une espèce de virginité rationaliste sur le dos de sectes plus récentes, au prosélytisme plus dynamique. Tout est bon, dans l'actualité sanglante, pour apparaître incarner la modération et la tolérance que l'on imposera aux adversaires, par décision de justice s'il le faut. Pain béni, les assassinats maquillés en « suicides collectifs », pratiqués dans de petits groupes apocalyptiques, ils dispersent dans l'oubliée conscience moderne les relents de char-

nier et de bûcher qu'exhalent les religions bibliques. Qu'une bombe meurtrière, attribuée à tels ou tels « fous de Dieu », éclate dans le métro parisien, vous les verrez disserter sur le fanatisme. Dieu? Ils l'avaient au téléphone encore tout à l'heure, et il dément, le bougre, absolument! Gott mit uns, registered trademark, sus aux imposteurs et aux incroyants! Allons! Peu m'importe si les sectateurs catholiques ou mahométans y voient ce que Mgr Lagoutte qualifie « d'insultes manifestes et blessantes », je tiens le croyant pour un aliéné, au sens étymologique. Étranger à lui-même, il ne peut envisager ni sa propre existence ni ses relations avec les autres sans l'entremise d'une entité imaginaire.

« Ce ne serait donc point, comme l'écrivait Sade, à permettre indifféremment tous les cultes que je voudrais qu'on se bornât: je désirerais [...] que des hommes, réunis dans un temple quelconque pour invoquer l'Éternel à leur guise, fussent vus comme des comédiens: sur un théâtre, au jeu desquels il est permis à chacun d'aller rire. (...) Je ne saurais donc trop le répéter: plus de dieux, Français, plus de dieux, si vous ne voulez pas que leur funeste empire vous replonge bientôt dans toutes les horreurs du despotisme; mais ce n'est qu'en vous en moquant que vous les détruirez. » La profession d'une foi, l'exercice d'un culte, s'accompagnent nécessairement, pour ceux qui y sacrifient, du risque de voir leurs chimères et

leurs prétentions objets du mépris et de la raillerie publics. Faute de cette contrepartie naturelle, dans une société policée et laïque, une lutte à mort s'engagera, sur tous les terrains, et par tous les moyens, contre la religion catholique, et d'autres qui prétendraient l'imiter. Tandis que nous nous y préparons, les évêques seraient bien inspirés de réfléchir à deux fois aux conséquences de leurs rodomontades.

Claude Guillon

- (1) Prendre en charge la douleur, Les rapports du sénat, n°138, 1994-1995, p 174-175.
- (2) *A la vie à la mort*, éditions Noésis, avril 1997.
- (3) *Le Figaro*, 1-2 février 1997. Je souligne.
- (4) *Le Figaro*, 20 février 1997. Je souligne.

En bref

■ Le groupe Sabaté (Rennes) tient sa permanence chaque jeudi de 19 à 20 heures au Local anarchiste rennais (LAR), 9, rue Malakoff.

■ Le numéro de mai d'Alternative libertaire a été réalisé en collaboration avec le réseau No pasaran et le Comité Malgré Tout de Nantes. De la solidarité avec les sans-papiers à la désobéissance civile est le thème de son dossier. Alternative libertaire, 20 F, par correspondance à la boîte postale 103, 1050 Ixelles 1, Belgique.

■ Le n° 53 du bulletin du CIRA vient de paraître. CIRA, Beaumont 24, CH-1012 Lausanne <http://www.sasa.ch/cira/>

■ Nouvelle permanence du collectif libertaire La Commune de Toulon les vendredis de 14 h 30 à 17 h 30 au 2, rue de Pressensé. Les permanences du samedi sont maintenues de 15 à 18 h 30. Tél-fax: 04 94 91 26 80.

■ Le groupe Fresnes-Antony de la FA tient ses permanences le mercredi de 16 à 18 heures et le dimanche de 14 à 17 heures au 34, rue Jean-Moulin à Antony (92)

■ Le groupe Sabaté sort le numéro 2 de sa revue La question sociale, sur le thème de l'armée aujourd'hui (20 F, chèque à l'ordre de Maintenant). S'adresser au LAR, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes

■ Le numéro 12 de Réseau ouvrier (feuille du groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise vient de paraître, au sommaire les luttes: contre les fermetures de classe; dans les hôpitaux psychiatriques... Abt. = 50 F pour 10 numéros/an. C.E.S.S., c/o CNT-AIT, salle 15 bis, Bourse du travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne

■ La Ligue des droits de l'Homme a édité un numéro spécial de sa publication Dossiers et documents consacré à la lutte contre l'extrême droite: « Connaître l'extrême droite pour mieux la combattre ». On y trouvera donc des informations précieuses... On peut se le procurer auprès de la LDH, 27, rue Jean Dolent, 75014 Paris.

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

Face aux urnes

suite de la première page

per le mouvement social en toute impunité, comme le fit le gouvernement Juppé à un rythme effréné de mai à décembre 1995.

6. La montée du FN sera-t-elle enrayée par le front républicain auquel appellent de tous leurs vœux les responsables politiques? Rien n'est moins sûr. En effet, quelle réponse apporte un tel front aux causes de celle-ci? Aucune. En matière de chômage, dont on ne rappellera jamais assez qu'il n'a pas de solution dans le système capitaliste, ce dernier fait tout pour augmenter sa productivité et « dégraisser » son personnel. Le signe de bonne santé d'une entreprise en termes capitaliste (la montée de ses actions en bourse) n'est-il pas précisément sa capacité à virer son personnel alors même que ses profits sont au maximum? L'exemple de

de pouvoir et comme corollaire la corruption des mandataires. Peut-on prétendre lutter contre le FN en défendant précisément ce que ses électeurs abhorrent: la République? Plutôt que défendre un régime dont les mots d'ordre « Liberté-égalité-fraternité » ne trouvent aucune réalisation hormis dans celles de la population elle-même (soutien populaire aux mouvements de grève, aux sans-papiers...), il faut songer à réformer ou abattre un tel régime.

7. Réformer le régime est impossible. La délégation de pouvoir est l'abdication de la liberté de chacun entre les mains de représentants sur lesquels tout contrôle de la base est impossible. Ces « mandataires » ne sont porteurs d'aucun mandat hormis leur vague programme électoral. Et, comme disait Charles Pasqua (qui s'y connaît en la

l'élu finit par confondre ses intérêts propres avec ceux de la collectivité. Et, si on tient à rémunérer ses capacités en monnaie sonnante et trébuchante, où est le mal? Un individu n'est corrompible et cette corruption n'offre un quelconque danger pour la collectivité que si cet individu a pouvoir sur la collectivité. Inutile donc de compter sur un quelconque homme providentiel (Le Pen, de Villiers ou autre...) pour lutter contre la corruption. L'avidité même de pouvoir est la première des corruptions.

Certains politiques développent l'idée, face à cette situation, de la mise en œuvre de la « participation » de la population à la démocratie, au retour régulier des élus devant la base. Notons tout d'abord que cette « démocratie participative » ne concerne que la politique locale, à l'instar de ce qu'avait annoncé le candidat Mauroy lors des municipales. La défiance non envers les élus mais envers les électeurs est donc l'idée maîtresse de cette politique: nous sommes bien trop immatures pour nous occuper constamment de ce que font nos « représentants » nationaux. La gestion de la Cité et tout particulièrement de l'État est une affaire de professionnels.

De plus, ces assemblées de quartier ne servent bien souvent, à l'égal des référendums nationaux, que de boîte d'enregistrement des décisions prises par la municipalité ou l'État. Au mieux, elles servent à donner des idées à un pouvoir qui en manque cruellement, et qui peut ainsi les arranger à sa suite.

Enfin, nous avons dit plus haut que, une fois élus, les candidats étaient intégrés au pouvoir. Ils ne font plus partie du peuple mais de ceux qui le dirigent, des classes qui ont toujours soutenu et soutiendront le pouvoir d'État contre la société: la bourgeoisie et la bureaucratie. Ils sont antagoniques des intérêts de tous et de chacun pour ne plus représenter que ceux de leur classe ou « l'intérêt supérieur de l'État ».

8. Si la montée du FN n'est pas enrayée et ses idées éradiquées, nous courrons à la guerre civile. Ceux qui prétendraient éviter cette dernière par de simples joutes électorales et le report des voix sur le candidat le « moins mauvais » se trompent lourdement. La présence même de ce parti qui tente de s'incruster de plus en plus chaque jour dans le corps social est, et sera immanquablement encore plus, cause d'affrontement entre Français et étrangers, entre partisans du repli nationaliste, chauvin et identitaire et ceux de la solidarité humaine contre leurs exploités. Le FN est fauteur de guerre! Pour l'extirper de la société française, il faut arracher les racines mêmes de ce mal: l'exploitation de l'homme par l'homme. Tôt ou tard, s'il est assez puissant, il s'attaquera de front à ceux qui lui résistent.

En conséquence, nous appelons une fois de plus à rester en dehors de cette sinistre comédie et à activer toujours plus, surtout dans cette période, les luttes sociales. Comme aux présidentielles de 1995, le mouvement social doit faire preuve de son énergie et de sa totale indépendance vis-à-vis des stratégies politiques. Et il semble bien qu'il en prend le chemin: les grèves en cours dans l'aviation et les chemins de fer, Renault Vilvorde sont des signes encourageants. La marche européenne contre le chômage entamée il y a

quelques jours ne se suspendra pas non plus pour complaire aux candidats.

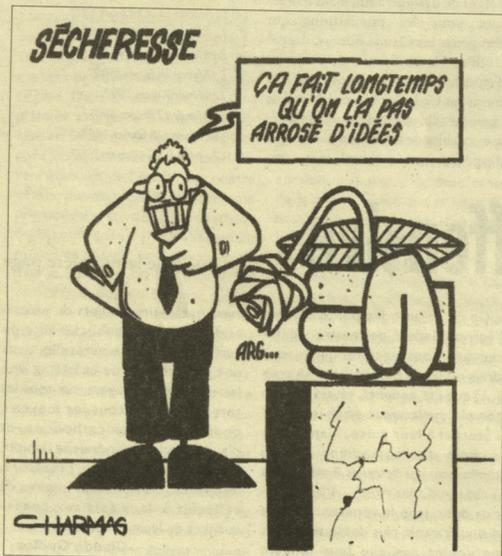
Abstention et lutte sont nos mots d'ordre de toujours. Plus que jamais, nous apporterons notre soutien aux sans-papiers en lutte, aux chômeurs en révolte... L'heure n'est pas à l'abdication de notre pouvoir d'individu entre les mains de politiciens mais au contraire à la prise en main de notre destin, directement. L'heure est à la globalisation, à la conjonction des luttes sectorielles autour d'un objectif précis: abattre le régime. Les sans-papiers n'obtiendront pas satisfaction de leurs revendications indépendamment de la lutte contre les volontés réactionnaires de la bourgeoisie ultralibérale et/ou fasciste. L'heure n'est pas aux élections mais à la construction de la révolution. Agir au lieu d'élire.

Notre objectif: la construction d'une société d'individus libres, égaux et solidaires. Cela passe par l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la mise en œuvre de la propriété collective de ceux-ci et l'autogestion. Cela passe par l'abolition de l'État et la construction du fédéralisme sur les cellules sociales autonomes (quartiers, villes, villages, usines, entreprises, associations... au sein de fédérations de quartiers, de communes, de régions, d'industries, de consommateurs, d'associations...) sur la base de la décision collective des individus et le mandat éventuel d'exécuteurs des volontés collectives sur un mandat précis (une tâche à exécuter) élaborée par celle-ci,

exécuteurs révocables à tout moment en cas de non-exécution du mandat. Cela passe par l'abolition des garanties données par l'État aux propriétaires et capitalistes: droits de propriété, droit d'héritage, police, armée... Cela passe par l'abolition du salariat qui enchaîne l'employé à son patron. Cela passe par une rationalisation commune du travail qui abolisse le chômage (en tant qu'exclusion d'individus de la possibilité de concourir à la production ou à la vie sociale, et donc, en régime salarié, de jouir de revenus décents) tout en réduisant drastiquement la durée du travail de chacun. Cela passe par l'égalité des droits et l'égalité sociale de tout individu et donc l'abolition des codes de la nationalité régissant la citoyenneté (et soumettant « l'individu politique » au bon vouloir de l'État) ainsi que par la mise en œuvre d'une citoyenneté réellement sociale. Cela passe par la mise en œuvre de moyens d'échange non capitalistes échappant à la logique de la capture du profit par une classe sociale (ce que peuvent être des échanges non monétaires ou à monnaie non capitalisable, à l'exemple des Systèmes d'échanges locaux)...

Cela passe par le développement de la solidarité humaine et des services réciproques dont les individus s'assurent, donc le développement de vrais services publics. Cela passe par la libre association et la gestion directe des services par leurs usagers et leurs acteurs. Agir au lieu d'élire!

Groupe Humeurs noires (Lille)



Danone-Seclin, dont l'usine doit être fermée malgré les bénéfices du groupe, est éloquent. Quant à Renault, le coût du plan social de Vilvorde et de plus de 3000 emplois en France est exactement le montant du déficit annoncé cette année chez Renault. Cherchez l'erreur!

Aucune solution en matière d'immigration: la plupart des partis se trouvent enfermés dans la logique qui sous-tend la démagogie du FN: le racisme différentieliste: chacun chez soi. Que ce soit suivant « l'immigration zéro » (régulière ou irrégulière), variante de droite de cette politique, ou suivant « la France ne peut accueillir toute la misère du monde », sa variante de gauche, personne ne remet réellement en cause la racine du mal: l'accusation faite à l'immigration d'être responsable d'une « crise » (seuls les pauvres paient) dont les responsables sont l'État et le capitalisme. Il est ainsi troublant de constater que, malgré les divers témoignages de sympathies envers les sans-papiers dont on fait preuve les partis politiques, ces derniers se refusent à reprendre leur exigence principale: la régulation globale de tous les sans-papiers et l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés.

Aucune solution n'est apportée non plus dans ce front républicain aux tares congénitales de ce régime: la délégation

matière): « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». Ils ne sont pas révocables. Et on le comprend puisqu'ils ne sont soumis à aucune obligation de résultat. Tout le mode de contrôle se résume à d'informes campagnes électorales où la démagogie de l'un affronte la démagogie du concurrent.

D'autre part, les « mandataires » ne sont pas l'émanation de la « volonté populaire ». On l'a vu en notant que le peuple n'est pour rien dans l'élaboration des programmes électoraux. Les candidats ne représentent au mieux qu'eux mêmes, mais bien plus généralement leur parti et leur classe: la bourgeoisie. Quand bien même un candidat serait issu du peuple (tel un Bérégovoy), une fois élu, il est intégré dans la machine d'État. Il devient non représentant du peuple mais du pouvoir. Donnez une once de pouvoir à un individu sur une collectivité donnée, fut-il le plus honnête et le plus dévoué à ceux qui l'ont placé dans cette position, et, tôt ou tard, l'objectif principal de son action ne sera pas la mise en œuvre des volontés communes de ses électeurs mais bien la défense de son propre pouvoir. Parfois avec les meilleures intentions du monde, l'élu étant persuadé que son idée est la meilleure. Souvent, l'éloignement des intérêts populaires est tel que

BORDEAUX

Bain de poule à Saint-Michel

Le bruit avait couru depuis deux jours dans le quartier Saint-Michel: Juppé venait au Bar-tabac. Ce bar est le lieu où beaucoup d'habitants du quartier viennent discuter autour d'un verre. Saint-Michel reste l'un des derniers quartiers populaires de Bordeaux, stigmatisé par la mairie comme dangereux et mal famé. Beaucoup de communautés étrangères y vivent en parfaite harmonie. Beaucoup de militants, anarchistes et autres, y habitent, trouvant cet endroit convivial, solidaire et chaleureux. Il y existe une tradition de résistance, et on a notamment pu y voir une grande mobilisation lors du mouvement de novembre-décembre 1995.

Certains habitants avaient fait circuler une pétition contre la venue des CRS dans le quartier; patrouilles et contrôles se font de manière systématique depuis un mois et demi.

300 personnes attendaient Juppé en ce soir du 2 mai. Tous les sbires du maire de Bordeaux étaient présents, collaborateurs d'un Bordeaux propre et sécuritaire. Les jeunes rekins de droite en costume gris faisaient grise mine en traversant une foule colorée et festive. Du genre, « Tiens, la gauche dégénérée, ça ressemble à ça ! » Des jeunes étudiants aux cheveux verts et orange, des ouvriers, des chômeurs, des cheveux longs en sandalettes, des mères de famille, des enfants gouvailleurs, bref, le peuple était là pour défendre un quartier et s'opposer à la politique libérale et sécuritaire de Monsieur le maire.

Juppé est arrivé sous les huées de la foule, le sourire cynique, arrogant derrière ses gorilles qui semblaient un tantinet plus inquiets. En grand seigneur, Alain Juppé s'est enfermé dans la cave du bar-tabac, pour goûter quelques tapas à la graisse d'oie tout en recevant les doléances de manants triés sur le volet. Après de longues négociations avec le service d'ordre, la délégation des habitants du quartier a pu présenter les pétitions. Ces dernières sont restées sans réponse...

Plif plaf ploff! Il est ressorti sous une pluie d'œufs et de tomates. Les sbires de la mairie étaient surpris, les policiers heurtés, et Juppé s'est pris trois œufs en pleine poire. Saint-Michel ne lui disait pas merci. L'arrogance dans la poche et le sourire éteint, Juppé a couru se réfugier dans sa belle voiture. Et oui, la droite est peut-être un peu partout dans certains quartiers de Bordeaux, mais Saint-Michel n'est ni accueillant ni chaleureux envers les réactionnaires de tout poil. Et c'est le sourire aux lèvres que les irréductibles Saint-Michelais sont partis festoyer au son des tam-tams africains.

Groupe Emma Goldman

ITALIE

Manifestation contre l'intervention militaire en Albanie

Le 17 mai prochain se déroulera à Ancone, en Italie, une importante manifestation anarchiste contre la présence militaire italienne et européenne en Albanie. Nous avons interrogé Giordano, adhérent au groupe de la Fédération anarchiste italienne de Jesi (commune proche d'Ancone, dans les Marches) qui est l'un des promoteurs de cette initiative.

M.L. : Peux-tu nous présenter le groupe anarchiste de Jesi ?

Giordano : Le groupe Michel Bakounine est adhérent à la FAI depuis trois ans mais il existe en fait depuis plus de onze ans durant lesquels des compagnons du groupe, à l'intérieur du Centre d'études libertaires Luigi Fabbri, ont lutté de façon organisée sur la question territoriale, antimilitariste, syndicale, etc. Ils ont toujours cherché à travailler conjointement avec les compagnons des autres groupes anarchistes des Marches, ce qui a produit par exemple une belle manifestation pour l'anniversaire de la Semaine rouge d'Ancone, il y a trois ans, qui a été une manifestation antifasciste dirigée contre le gouvernement Berlusconi.

M.L. : Quels sont les motifs qui vous ont poussé à développer une

action contre la présence italienne et européenne en Albanie ?

Giordano : L'intervention militaire en Albanie est le signe clair de la politique capitaliste néo-libérale du gouvernement de centre-gauche italien qui, avec l'Europe de Maastricht, considère tout l'Est de l'Europe comme son jardin privé. De plus l'Italie a toujours eu de forts intérêts en Albanie en ce qui concerne son territoire, ses ressources, le marché économique en développement que cela peut représenter...

On peut donner un exemple de cela : le projet de construction d'une autoroute Tirana-Istanbul dont la seule utilité sera de développer la spéculation financière, le trafic commercial et militaire dans une zone stratégiquement importante, les Balkans.

L'Italie a essayé trois fois dans le passé de prendre possession de l'Albanie. En novembre 1914 (l'Italie n'était pas encore en guerre à ce moment là), des troupes furent envoyées en Albanie, débutant une invasion militaire en conjonction avec cinq autres pays. En 1919, il y avait encore 70 000 soldats italiens en Albanie pour y affermir le protectorat italien et annexer de la ville de Vlora, une importante cité portuaire du sud du pays. Le 26 juin 1920, le 11^e bataillon de Bersaglieri d'Ancone s'est mutiné contre l'envoi en Albanie de troupes voulu par le gouvernement libéral de l'époque. Pendant deux jours la cité a été en révolte, révolte qui a impliqué également les ouvriers anarchistes et socialistes. Dans le même temps, des événements similaires se déroulaient dans d'autres villes. Il y eut répression, mais en août le gouvernement décida de renoncer à la présence italienne en Albanie. L'Italie y retournera toutefois avec le fascisme, la première fois sous prétexte de soutien au président de droite Ahmed Zog, autoproclamé roi, une seconde fois le 7 avril 1939

en la supprimant et en la déclarant « Royaume italien d'Albanie ». Aujourd'hui, vu la recrudescence du militarisme et du néo-colonialisme, il est important de se mobiliser, surtout en Italie qui après cinquante ans d'absence à l'étranger, avec la guerre du Golfe, avec la Bosnie, avec la Somalie, recommence à devenir une puissance impérialiste, et notamment sur les territoires de ses anciennes colonies. C'est pour cela que les compagnons anarchistes, dans la Coordination anarchiste des Marches, ont organisé une manifestation antimilitariste à Ancone le 17 mai, ouverte à toutes les forces de la scène politique et aux syndicats de base. Cette initiative n'a pas seulement un caractère antimilitariste mais se positionne également contre la politique néo-colonialiste italienne. Car il ne faut pas oublier que dans cette affaire, l'Italie ne s'est pas contentée d'envahir militairement l'Albanie : ce sont aussi des sociétés pyramidales italiennes qui sont responsables de la crise politique et financière qui s'y déroule. Il y a environ 300 entreprises italiennes répertoriées en Albanie qui

paient aux ouvriers de là-bas des salaires de 10 à 20 fois moins élevés que ceux des travailleurs italiens. Notre initiative se positionne également contre le racisme qui s'est manifesté avec le blocus naval et qui a eu comme conséquence la mort par noyade de plus de quatre-vingt personnes, surtout des femmes et des enfants. Notre attente est qu'une dynamique comme celle qui s'était créée contre la guerre du Golfe il y a six ans puisse se développer dans le cas présent. Il s'agit de donner un sens à un mouvement de protestation et de lutte qui provient de la base, mouvement qui peut être important, à cette occasion, pour le développement du syndicalisme de base, dans une perspective de développement des conquêtes sociales des exploités en Italie, en Albanie et dans le reste du monde.

Propos recueillis à Spezzano Albanese le 27 avril 1997 durant le 20^e congrès de la FA italienne par Laurent et Philippe.

EUROPE

Torture illégale

VRAIMENT, LES POLITICIENS français n'ont pas de chance. Après les admonestations faites par le Parlement européen quant au bien fondé des mesures prises par la loi Debré à l'encontre des étrangers, voici que la Cour européenne des droits de l'homme « élargit la protection des expulsés » (1).

La convention européenne

S'appuyant sur l'article 3 de cette convention stipulant que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants », l'avocat d'un Colombien défend le recours individuel formulé et envoyé à la Cour européenne afin d'éviter son expulsion vers la Colombie, expulsion qui risquerait de lui coûter la vie.

Les juges de la Cour européenne ont précisé que l'article 3 interdisant la torture n'excluait pas de son champ d'application les « personnes ou groupes de personnes qui ne relèvent pas de la fonction publique ». *Le Monde* traduit cette formule en écrivant : « autrement dit lorsque l'étranger court le risque d'être exposé à une violence privée ou émanant de forces non étatiques ».

Le collectif contre les centres de rétention

Ce Collectif, créé en Ariège le 1er Mai 1995, demande la fermeture de tous les centres de rétention d'étrangers, en France et en Europe, en invitant chaque individu, par la signature d'une pétition, à user de son droit de recours individuel auprès de la Cour européenne des droits de l'homme

puisque des traitements inhumains furent constatés dans les centres de rétention français à l'égard des étrangers y étant retenus de force. Cette nouvelle disposition nous incite à poursuivre et à étendre notre action puisque notre Collectif se veut international. Tout individu, contre enveloppe timbrée peut nous demander copie de la pétition et nous la renvoyer signée. Toute association, groupement culturel ou autre, est vivement invité à se joindre au Collectif comprenant : la Fédération anarchiste d'Ariège, Sud-PTT Ariège, AC ! Ariège, SOS-racisme Ariège et MAN Ariège.

Marche contre les centres de rétention

Le Comité antifasciste de Perpignan a déposé une stèle sur le camp de rétention de Rivesaltes qui servit de camp de concentration pour les réfugiés politiques espagnols puis qui resservit sous le régime pétainiste pour parquer les opposants étrangers ou juifs de toute nationalité.

Le Collectif lillois des réfractaires à toutes les lois anti-immigrés prépare aussi des marches sur les camps du Nord (indication sur leur répondeur). Il serait utile qu'une coordination se mette en place afin d'aboutir à la fermeture de tous les centres de rétention.

Joachim Lopez. - FA d'Ariège

(1) *Le Monde* du 2 mai 1997.

Contacts :

Ariège : Joachim Lopez, Au village, 09000 Celles.
Collectif de Lille : CCL, 1-2 rue Denis du Péage, Lille.
Tél-fax : 03 20 47 62 65.

Affiche éditée par la Fédération anarchiste.

Format 100 x 70 cm.

120 F les 100 exemplaires (port compris).

Librairie du *Monde libertaire*,
145, rue Amélot,
75011 Paris
(chèques à l'ordre de Publico)



Souscription internationale pour un congrès de l'IFA ouvert

Parce que les frontières nationales imposées par la bourgeoisie divisaient artificiellement la classe ouvrière en tribus patriotardes, dissimulant en cela les vrais antagonismes de classes, le mouvement ouvrier - et en son sein le mouvement anarchiste - s'est toujours affirmé internationaliste. Et aujourd'hui, à une heure où le capitalisme sait toujours mieux s'organiser à l'échelle mondiale et se découvre des appétits insatiables, les anarchistes organisés pensent toujours que seule la coordination internationale peut produire des résultats et conduire à l'émancipation sociale qu'ils souhaitent. C'est à cette fin qu'en 1968 a été créée l'IFA, l'Internationale des Fédérations anarchistes, organisation à laquelle la Fédération anarchiste de langue française adhère depuis sa création et qui compte aujourd'hui six sections (FA ibérique, FA italienne, FA bulgare, IAFD allemande, FLA argentine).

L'IFA va tenir son sixième congrès en novembre prochain, à Lyon. C'est une échéance importante pour le mouvement anarchiste international. Les occasions ne sont en effet pas si fréquentes que cela de se rencontrer et d'échanger informations et analyses, de parler de l'évolution du système qui nous opprime, de comparer nos stratégies, d'élaborer des pratiques communes. Et le besoin d'un congrès se fait sentir partout dans le monde : le mouvement anarchiste est en pleine mutation, des opportunités qui n'existeraient pas lui il y a peu de temps se présentent, il se développe parfois là où il n'avait jamais existé...

Pour cela, nous avons souhaité un congrès de l'IFA le plus ouvert possible, où nous de nombreux groupes et organisations anarchistes auraient pu se rendre. Mais si nous avons la ferme volonté de faire de ce congrès de l'IFA un vrai lieu d'échanges, les moyens nous manquent. Le mouvement anarchiste n'est pas riche, c'est un euphémisme, et l'IFA devra financer les voyages d'un certain nombre de délégués pour leur permettre de venir. Cet argent, nous ne l'avons pas.

Conjointement aux autres sections de l'IFA, nous lançons donc un appel à tous les militants et sympathisants libertaires, partout où ils se trouvent dans le monde, non pas pour financer l'IFA, mais pour lui permettre un congrès ouvert. Nous ouvrons dès maintenant une souscription. Toute aide financière peut être versée sur le compte ccp n° 16 176 00 S Paris, à l'ordre de Martine Boury (ce n'est pas un compte personnel) et adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (préciser impérativement au dos du chèque « congrès IFA »).

Le secrétariat aux relations internationales de la FA

abonnez-vous!

Marx critique du marxisme ou l'art d'occulter l'anarchisme

IL EST DE BON TON DANS LES milieux universitaires de n'étudier – comme révolutionnaire socialiste – que Marx. Proudhon est quelquefois cité, mais en passant. Ainsi, après l'échec des pays soviétiques, ne reste comme théorie politique et économique vivable que le libéralisme plus ou moins social. Cela ne veut pas dire que le marxisme soit rejeté. Il est maintenu comme force contestataire intégrée dans le champ des idées. Le pouvoir universitaire fonctionne sur cette dualité. Et l'anarchisme alors ?

Ce serait, en toute logique, la pensée la plus contestataire et révolutionnaire en ce qu'elle critique avec une égale vigueur et clarté le libéralisme et le communisme. Mais comme je l'ai dit, l'espace est occupé par "la pensée marxiste ou marxienne. Celle-ci peut être intégrée puisque c'est une pensée de l'État. Elle reste dans le carcan social-démocrate et a atteint une certaine notoriété qui lui permet de jouer dans la course des grands. L'épisode communiste (70 ans tout de même) avec ses horreurs s'accorde bien avec celles des pays capitalistes.

La pensée marxiste a dû subir des mutations dont la déstalinisation fut une étape. Certains penseurs ont voulu

sauver la pensée de Marx en faisant de celui-ci le « théoricien de l'anarchisme » (Rubel). Tout ce courant marxiste critique peut reprendre certaines idées anarchistes mais sans les nommer. Seraient-ils à ce point ignorants ?

Un exemple nous est donné dans les actes du Congrès Marx International sur l'Utopie (PUF; 1996). Dans un article de Leszek Nowak, *Le mythe des racines marxistes du socialisme réellement existant*, nous retrouvons cette posture (imposture) qui veut voir dans le socialisme réellement existant (URSS, Chine, Cuba...) une pensée étrangère à celle de Marx. Que nous dit-il ? – « Ces phénomènes (les révoltes populaires dans les pays soviétiques) pouvaient facilement être interprétés en terme de lutte des classes : les masses contre la nouvelle classe des possédants, ce qui impliquait que la théorie marxiste pouvait s'appliquer aux nouvelles conditions sociales sous ce régime soi-disant socialiste » (p. 132). Tout son développement, que nous verrons par la suite, se termine sur cette question : « Le marxisme a-t-il été responsable de la naissance du socialisme réellement existant ? Au même titre que le christianisme fut responsable des massacres de masses du Moyen Âge et le libéralisme

de la pauvreté de masse au XIXe siècle » (p. 136). A vous de juger !

L'article de Nowak s'appuie sur une différenciation entre utopie et idéologie. L'utopie révolutionnaire se transforme en idéologie dominante se justifiant par « la même rhétorique utopiste » (p. 126). Ainsi, une pensée révolutionnaire accédant au pouvoir devient dictatorial. Ceci s'explique par la concentration des pouvoirs. L'antagonisme de classes se retrouve aux niveaux économique, politique et moral. « Voici donc trois divisions de classes indépendantes sur le plan conceptuel : entre les détenteurs des moyens de production et ceux qui produisent, entre les gouvernants et les gouvernés et entre les prêtres et les endoctrinés » dont le célèbre Ni Dieu, ni maître est un résumé. Nowak explique le totalitarisme communiste par la concentration de ces trois pouvoirs. « La formule est bien simple en effet : la révolution victorieuse du peuple contre les classes distinctes que constituent les gouvernants, les possédants et les prêtres mène à la forme la plus extrême de système super-classes où le pouvoir politique s'arroge en même temps la propriété et l'endoctrinement. Pour la première fois dans la civilisation européenne l'État ne contenait pas de

gouverner, il organisait les récoltes et établissait les listes des livres obligatoires à l'école primaire » (p. 125).

Nous pouvons être d'accord avec cette analyse. Celle-ci nous place devant la douloureuse question de l'organisation sociale post-révolutionnaire. L'utopie politique « met l'accent sur la division d'une société en troupes qui s'opposent » (p. 125) mais en devenant idéologie, elle vise à reconstituer l'unité fautive de cette société. Peut-être ce phénomène se trouve-t-il dans toutes les révolutions ; mais en ce qui concerne le communisme et la pensée de Marx, il n'y a qu'à lire Michel Bakounine pour en trouver une critique radicale. On ne peut pas reprocher à Bakounine (1814-1876) de se tromper et de critiquer Marx alors qu'il s'agirait de critiquer Staline.

Dans la collection Philosophie de tous les temps (éditions Seghers, 1966), nous trouvons une attaque explicite de Bakounine contre Marx : « Prétendre qu'un groupe d'individus, même les plus intelligents et les mieux intentionnés, seront capables de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat de tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et contre l'expérience historique, qu'on se demande avec étonnement comment un homme aussi intelligent que M. Marx a pu la concevoir » (p. 153).

Il n'y a donc aucune déviation entre la pensée de Marx et le socialisme réellement existant, au moins sur ce point. En ce qui concerne la concentration des pouvoirs, nous lisons encore comme critique de la pensée marxiste : « Le

peuple dépourvu d'instruction sera libéré du soin de gouverner, il sera entièrement enrégimenté dans un troupeau commun de peuple gouverné. La belle émancipation que voilà ! » (p. 158). « Ils (Marx et ses amis) concentreront tous les pouvoirs entre de fortes mains » (p. 160). « Cette révolution consistera dans l'expropriation de toutes les terres et de tout le capital par l'État, qui, pour pouvoir remplir sa grande mission économique aussi bien que politique, devra être nécessairement très puissant et très fortement concentré. L'État administrera et dirigera la culture de la terre au moyen de ses ingénieurs appointés et commandant à des armées de travailleurs ruraux, organisés et disciplinés par cette culture. En même temps, sur la ruine de toutes les banques existantes, il établira une banque unique, commanditaire de tout le travail et de tout le commerce national. [...] En réalité, ce serait pour le prolétariat un régime de casernes, où la masse uniformisée des travailleurs et travailleuses s'éveillerait, s'endormirait, travaillerait et vivrait au tambour... A l'intérieur, ce sera l'esclavage, à l'extérieur la guerre sans trêve » (p. 161).

Nous ne pouvons que conseiller à ces intellectuels d'ouvrir les yeux et de retourner à leurs livres tout en agrémentant leur bibliothèque de quelques ouvrages anarchistes.

Que n'en avons-nous rien à foutre, me direz-vous ? Certes. Mais tout de même, il est plus que temps de redécouvrir les richesses de la pensée et de l'histoire de l'anarchie.

Fred

Groupe Proudhon - Besançon

TELE DE QUAT'SOUS

Polder

LA CRÉATION ET LA DIFFUSION ARTISTIQUE grenobloise connaissent un large rayonnement. Les cinéphilos bénéficient de l'action d'une cinématèque, à qui l'on doit aussi l'organisation d'un festival annuel de courts-métrages en plein air. Au 102, la cellule d'intervention Metamkine allie recherches musicales et cinématographiques. On peut aussi aller au Tapavu pour des concerts, des expositions d'art contemporain, des performances et des installations. Les « expérimentaux » ont également un trimestriel, revue et corrigée, consacré à la musique nouvelle (de l'électro-acoustique au rock) et au cinéma expérimental. Saluons l'existence de Polder. Usine désaffectée appartenant à une SEM, le lieu a été aménagé par MTK, CINEX et PASSAGE. Las, rien n'est parfait et ces associations, n'ayant qu'un bail précaire, risquent de devoir transporter leurs pénates ailleurs en 98.

CINEX, l'atelier du cinéma excentrique, met à disposition du « matériel et des compétences en cinéma 16 mm adaptée d'une manière conviviale à chaque projet de cinéma indépendant. » PASSAGE, propose des ateliers et des outils de fabrication en libre accès à usage artistique : arts graphiques, plastiques, photographie, architecture etc. Fondé en 91 par six réalisateurs, dont deux appartenant à la Metamkine, MTK est un laboratoire cinématographique. Pour nos réalisateurs expérimentaux, l'étape du laboratoire est aussi importante que l'écriture du scénario. L'intervention sur l'image-choix du temps d'exposition, contrôle de la qualité, est une part importante de leur travail, qui ne s'accommode pas des prestations « normalisées » des grands laboratoires. Développer et tirer son film soi-même permet d'intervenir sur la matière, de faire confiance aux accidents, au hasard, voire de les rechercher et de les contrôler. Ainsi, nous confie un membre de MTK, ont-ils détourné un chapitre d'un livre édité par Agfa, qui recensait tous les accidents, expliquant ce qu'il ne fallait pas faire. Eux l'ont fait systématiquement, afin d'explorer les possibilités ainsi ouvertes. Une démarche bien compréhensible pour des réalisateurs qui utilisent l'improvisation en synergie avec les musiciens électro-acoustiques : Passés

sur plusieurs projecteurs simultanément, les films peuvent être coupés, arrêtés, modifiés par des gélatines, en fonction du déroulement de l'improvisation. Les habitants de Bourges pourront voir un exemple de ce travail le 25 mai dans le cadre du festival : de 12 heures à minuit, projections et musique dans un cube, avec la participation du sculpteur Pitsch. Depuis 1993, MTK s'est ouvert aux réalisateurs qui souhaitent utiliser l'atelier. Point n'est besoin de faire du cinéma expérimental, MTK ne pratique aucune sélection : apprenant au réalisateur à développer son film, ils lui montrent les possibilités artistiques ainsi ouvertes. Avantage non négligeable, le faible coût.

Michèle Rollin

Contact :
Polder : 51, rue Pierre-Sémar, 38000 Grenoble.
Tapavu : 22, rue Ampère, Grenoble.
102 : 102, rue d'Alembert, Grenoble.
Remerciements à Jean-Marc Manach et MTK.

dépêches

Paris :
De vieilles connaissances, Accès public et No zele TV, actuellement à la *Maison des ensembles*, préparent un programme critiques des médias, médias critiques, dont les premières diffusions se dérouleront à *La Bonne Descente*, le jour de sa fermeture, le 31 mai à 20 h 30, le 8 juin à la *Maison des Ensembles* dans le cadre de la fête de la Commune d'Aligre.

Contact : Tél 01 43 07 99 29

Montbéliard :
Au CICV, dans la boulangerie, programmation de P. Merejkowski du 16 au 19 mai.
Contact : Tél 01 45 67 86 20

Librairie du Monde libertaire
145 rue Amelot, 75011 Paris
expo photo "manifs"
du 5 au 31 mai

Communiqué

Après trois années de parution régulière, « à la petite semaine » n'est pas présent dans les colonnes de votre hebdomadaire.

Cette semaine, nous avons été amené à refuser de publier le billet Floréal que nous estimions ne pas pouvoir s'inscrire dans la ligne éditoriale de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste. Cette décision ne remettait pas en cause, dans notre esprit, la collaboration de Floréal et nous aurions été heureux s'il avait pensé que la chose soit possible, qu'il nous soumette une autre contribution, en remplacement.

Considérant qu'il s'agissait d'un acte de censure de notre part, Floréal a décidé de suspendre la rédaction de ses billets d'humeur jusqu'à ce qu'un autre comité de rédaction soit constitué (ce qui aura lieu lors du prochain congrès de la Fédération anarchiste qui se tiendra bientôt : les 17, 18 et 19 mai 1997).

Par ailleurs, il nous a demandé de transmettre ses remerciements à ceux qui, au sujet de cette chronique, lui ont fait le plaisir d'un mot gentil, ce que nous faisons d'autant plus volontiers que nous considérons qu'« à la petite semaine », par la liberté de son ton et par les thèmes abordés, constituait un apport non négligeable à la réflexion et s'inscrivait dans la continuité d'une presse anarchiste indépendante et aujourd'hui moribonde.

Le comité de rédaction

CINÉMA Port Djema. Éric Heumann

DANS LE CYNISME politique ambiant, ce premier film du producteur Éric Heumann, fait l'effet d'une bombe. Pourquoi? Parce que les choses inavouables pratiquées par la France en matière de décolonisation et de décolonisation n'ont jamais aussi bien été montrées. Sans emphase, sans pathos inutile.

Un médecin français est assassiné à Port Djema. Son ami débarque, question de tenir une parole donnée. Une tension, une atmosphère s'installe. La mort rode. Le scénario du film a été écrit d'après une idée originale de Jacques Lebas, qui fut longtemps à la tête de Médecins du monde. Le film transporte du vécu, de l'authenticité, ça se sent. Éric Heumann et Jacques Lebas figent leur propos, Lam le (vous vous rappelez son magnifique film *Poussière*

d'Empire) leur donne un coup de main.

Ce premier film est certes le film d'un producteur de réalisations ambitieuses comme *Indochine* ou *Le regard d'Ulysse*, mais pour *Port Djema*, son ambition, c'est le juste regard sur ce milieu diplomatique pourri, sur « l'humanitaire » et ses enjeux, que personne ne contrôle, sur des populations tampons ou victimes de guerres civiles changeant de fronts, de camps, de combattants d'une minute à l'autre.

Par moments, la qualité de l'image vous saisit, ne vous lâche plus. Déambulations, recherche, le chaos africain attrapé au vol. Filmé avec maestria, le film aborde plusieurs problématiques. L'entreprise humanitaire apparaît dans toute sa complexité. L'engagement, le courage, la lâcheté cessent d'être des mots pour se couler dans des situations. La succession de plans

dominés par la violence et d'autres, où le temps semble suspendu crée un rythme original, une lenteur truffée d'imprévu, de gestes quotidiens, de rebondissements spectaculaires. Les comédiens y sont pour beaucoup. Surtout Jean-Yves Dubois, l'interprète de Pierre Feldman, le médecin à la recherche de son ami. Visage neutre, corps mu par une tension, une passion toute en retenue. Grâce à lui, le climat étrange, l'atmosphère se transmet. Christophe Odent, le représentant « diplomatique », celui qui explique que la France soutient le gouvernement le jour – et les rebelles



la nuit – interprète toute l'ambiguïté de son rôle.

Ainsi, les Afriques dans toute leur diversité apparaissent et l'éternel commentaire télévisé sur deux ethnies qui s'affrontent est dépassé par une vérité qui se dégage des images. Le spectateur peut trouver lui-même sa place et sa position.

Un très beau film. Berlin lui a décerné un Ours d'argent. Et comme dit Éric Heumann, qui lui aussi est fidèle à la parole donnée « l'argent m'intéresse, mais uniquement pour en faire quelque chose »! Il produira les prochains films de Lam Le et de Thé Angelopoulos.

Heike Hurst

La culture libertaire

EN AVRIL 1997, L'ATELIER DE Création Libertaire a édité un livre qui devrait faire date dans l'histoire de la production écrite anarchiste: *La culture libertaire* (1).

Réunis en un volume dense (469 pages), ces contributions au colloque international de mars 1996 à Grenoble s'interrogent sur l'existence d'une culture libertaire et sur ce qui – dans l'hypothèse où elle en aurait une – ce qui en constituerait les fondements.

La principale difficulté pour parler de ce livre vient de sa richesse. En fait, une critique effective consisterait en autant d'articles qu'il comprend de contributions, ce qui reviendrait, en fait, à la rédaction d'un autre ouvrage, d'égale épaisseur.

Même si certains textes demandent pour être bien compris des connaissances techniques « pointues » – je pense en particulier à « L'anarchisme et le droit: recherches » (p. 95 - 102) de Philippe Garnier, qui ne

déparerait un bulletin de la NEF (2) ni par le ton, ni par le contenu que son titre ne laisse que peu présager –, il n'en reste que les auteurs ont tenté avec réussite, d'exprimer dans un langage accessible au plus grand nombre des notions dont la clarté n'avait rien d'établie.

Je regrette, malgré tout le bien que je pense de ce bouquin, que certains auteurs aient limité la portée de leur réflexion en s'accrochant trop au passé sans ouvrir leur discours sur ce qu'il y a de vivant dans l'anarchisme. En particulier, l'article de Gaetano Manfredonia, « Chansons et identité libertaire: de l'anarchisme historique à l'anarchisme "révélé" » (p. 257 - 276), s'il présente toutes les qualités d'un travail d'historien et présente des éléments de réflexions appréciables sur la relation anarchisme - chanson, ne laisse aucune place à l'actualité musicale et semble méconnaître les apports des auteurs contemporains, qu'il s'agisse des anarcho-punks ou d'autres, aux harmonies

plus classiques (comme Léo Ferré, pour ne citer que lui).

J'ai d'autant plus apprécié la contribution de Philippe Pelletier, « Culture anarchiste et culture orientale » (p. 225 - 256), qu'il était tant de préciser ce qui différencierait les pensées taoïste et bouddhiste zen de l'anarchisme. La confusion entretenue par des auteurs par ailleurs respectables portant, de mon point de vue, préjudice autant aux uns qu'à l'autre. Mais, à n'en citer que quelques uns, je ne rends pas correctement justice aux participants au colloque. En fait, chaque texte ici présenté justifie en soi la publication d'une brochure et de l'Atelier de création libertaire nous offre un livre comme il s'en édite peu et qui mérite de figurer dans toutes les bibliothèques, anarchistes ou non, en réactualisant la réflexion sur la culture libertaire, voire en faisant émerger de nouvelles interrogations.

Pour finir, et afin de donner un aperçu de la qualité des textes et de la tenue des réflexions, j'extraierai de la contribution de Claire Auzias, « Qu'est-ce qu'une culture libertaire? Comment se transmet-elle » (p. 383 - 395) un court passage: « La culture libertaire, c'est l'ensemble de la vie des libertaires, leurs productions en toutes choses, leurs rêves, leurs chansons et journaux et maisons d'édition et revues, c'est leurs grèves comme leurs casses des vitrines marchandes sur le campus, c'est leurs réunions et meetings, leurs choix privés comme publics ou leurs non-choix, c'est leurs manières de conjuguer en un mot leur volonté d'émancipation avec la réalité du monde environnant, leurs rapports entre eux et avec les autres; la culture libertaire, c'est la vie des libertaires. » (p.387)

Alain L'Huissier
(FA - Groupe de la Villette -
alain@minitelorama.com)

(1) *La culture libertaire*, A.C.L., 1997, 130F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) Nouvelle école freudienne. Un groupe de psychanalystes inspirés par Lacan.

Ça bave à Paris

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans le *Monde libertaire* du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de « parents douteux »... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

Nous sommes au printemps de 1993. La lecture de l'édition du *Monde* du 10 avril nous apprend que deux jours plus tôt, Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur rappelait que toute action policière devait « nécessairement s'inscrire dans le respect des droits de l'homme ».

Pourtant, le 14 avril 1993, à Paris, un officier de police va connaître la bavure à ses dépens. En effet, celui-ci va être malmené par une patrouille de Police secours, comme le relate le *Monde* du 16 avril 1993. Arrêté pour un contrôle d'identité, le gradé ne comprend pas que ses collègues veuillent l'embarquer. Ils sont au nombre de sept... et passablement éméchés.

Afin de ne point envenimer les choses, l'officier les suit jusqu'au commissariat Saint-Eustache. Là des excuses lui sont faites par d'autres policiers du cru (ils ne sont pas « bourrés »).

Au même moment, alors que deux policiers de la bande « s'habillent » dans le vestiaire de la compagnie – celle-ci est chargée de la surveillance du périphérique –, l'un d'eux sort son arme, braque son collègue et lui loge une balle dans le cou, histoire de s'amuser certainement...

Quand le respect des droits de l'homme gagne un flic éméché qui bave dans un commissariat ça peut sauter au cou d'un autre flic sans crier gare...

Six mois plus tard, le 20 octobre 93, vers 12 h 30, à Paris, « une jeune mère de famille regagne son domicile », nous relate le *Monde* du 6 novembre 1993. Il poursuit: « Elle est à bicyclette. Elle empreinte, sur une dizaine de mètres, un sens interdit. L'interpellation est inévitable, mais de plus elle va être rude. Ensuite c'est le commissariat. La jeune femme proteste car son enfant l'attend à la crèche. Un gradé lui rétorque qu'elle se trouve placée en garde à vue pour 24 heures. Elle est ensuite conduite pour une fouille en règle (au corps) dans une pièce ou officie une inspectrice... Le feuillet se poursuit car la jeune femme est conduite menottée à l'Hôtel-Dieu où un calman lui est prescrit... Retour au commissariat et reprise de la garde à vue... De guerre lasse la jeune femme signera une déposition sans en connaître le contenu... Elle sera remise en liberté aux environs de 17 heures... »

Des abus d'autorité qui ont cours dans les commissariats et qui reflètent la haute idée que se font les « gardiens de la paix » du respect des droits des femmes quand l'une d'elles a affaire à leurs se(r)VICES...

Ça bave, on vous dit... A la semaine prochaine...

Le fouineur

Chronique des bas-fonds

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 8 mai à 18 heures :

Si vis pacem parlera des réfractaires pendant la deuxième guerre mondiale.

vendredi 9 mai à 13 h 30 :

Pensée à débattre recevra Laurent Jezequel à propos de la réflexion libertaire de Denis Diderot.

vendredi 9 mai à 16 heures :

Reflex recevra Patrick Rougelet auteur de « RG : la machine à scandale ».

samedi 10 mai à 11 h 30 :

Chronique syndicale débattre à propos du film « Reprise » (la reprise du travail chez Wonder en 1968).

samedi 10 mai à 24 heures :

L'Harmonie du monde sera consacrée à Maria Koval, compositeur russe.

mercredi 7 mai à 20 h 30 :

Ras les murs recevra Jacques Lerouge auteur de « La grande traque ».

ANTIFASCISME

Remettre nos alternatives à l'ordre du jour

MAINS ENCADRÉE QUE prévu à l'origine, l'imposante manifestation du samedi 29 mars dans les rues de Strasbourg apparut aussi comme une auberge espagnole itinérante où circulèrent d'autres « paroles citoyennes » que celles récupérées à la hâte par des notables soucieux de se recoudre une virginité politique ou des ambitions avides de se profiler avec l'estampille « croisée de l'antiracisme » sur leur C.V. Certains tracts et quatre pages, essentiellement d'inspiration libertaire, rappellèrent aux bonnes âmes professionnaires l'exigence de la réflexion et de l'action militante en vue d'une transformation radicale de notre si inique société, alors que nos preux républicains tentent de nous faire accroire que le Front national représente aujourd'hui le summum de « l'intolérable ».

Exécration prion

Que pensent Catherine Trautmann, de facto la grande « gagnante » de la quinzaine pré-pascale, Marek Halter, Patrick Bruel, Bertrand Tavernier, Alain Krivine, voire Dominique Voynet... du saccage sans vergogne de nos paysages par les aménageurs du territoire, des écocides dans le

Sud, si loin, si proche, de l'exploitation et de l'esclavage salariés, de l'impitoyable compétition économique sous le diktat de la rentabilité, de la criminelle irresponsabilité des nucléocrates?... Ont-ils; à l'instar d'un chansonnier tontolâtre, « cassé la voix »?... Mieux vaut se serrer les coudes et se donner le bras, ô effet démultiplicateur de la foule, pour conjurer le vil ennemi commun tenant congrès à quelques encablures de la joyeuse marche. Nous y avons participé, avec nos mots, nos réserves, notre esprit critique, notre inébranlable volonté contre tous les « plus jamais ça ! » dont le borge de la Trinité-sur-Mer et ses séides n'incarnent qu'un segment, exécration prion fécondé in vivo dans le laboratoire géant de l'ultra-libéralisme mortifère. Je souscris pleinement aux assertions d'Edward Sarboni : « Ecuménisme d'opposition au seul Le Pen, les rassemblements en forme de grandes messes ont le mérite de mobiliser largement, mais à côté de cela, n'offrent aucune base sérieuse de lutte contre le fascisme ambiant, le national-populisme à la française et l'ordre moral renaissant » (1). Nos « désirs sans fin » et nos engagements nous interdisent d'investir davantage notre temps ainsi que notre énergie dans un anti-frontisme

consensuel aux côtés de celles et ceux qui, par leurs lâchetés, leurs compromissions, leurs retranchements, leurs volte-face et leurs trahisons, ont placé les Stürbois, Mégret and co en position d'arbitrer les joutes électorales depuis les municipales du 11 septembre 1983 à Dreux? Le 28 mars, dans les locaux d'Arte, rue de la Fonderie, Gautier Ribinski, grand reporter à TFI, Philippe Alexandre (ou était-ce sa marionnette?...) Michel Soudais (Le Nouveau Politis), Alban Mikoczy, correspondant de France 2 à Marseille, Georg Hoffmann-Ostenhof du magazine Profil (Autriche), Maxime Léo, qui avait interviewé le maire de Vitrolles pour la Berliner Zeitung... entouraient Sabine Rollberg, la directrice de l'information sur la chaîne culturelle. Le « public » : une centaine de journalistes invités à écouter des confrères plus réputés à propos des responsabilités des médias quant à l'audience de la formation lepéniste. Le 31 mars, l'Association des journalistes parlementaires européens, proposa au Palais de l'Europe, en partenariat avec le Club de la Presse et Arte une demi-journée de réflexion. Distinguer d'un côté une classe médiatique homogène, toutes tendances et supports confondus, et de l'autre le Front national considéré comme un thème en soi, relève d'un montage grossier qui ne résiste même pas à une analyse sommaire. Se compter, tout heureux de se retrouver tous ensemble à... la gauche de Carl Lang et de Bruno Gollnisch, comme partie prenante de « l'espace public démocratique » (2) ! Cette manœuvre de blanchiment idéologique ressemble à s'y méprendre à « la démagogie » et à « la manipulation » pointées chez les caciques de Saint-Cloud.

Reprendre l'offensive

Comment aborder Jean-Marie Le Pen lors d'un face-à-face sous les sunlights d'un plateau de radio ou de télévision? Le boycotter, à l'image d'Anne-Angora-Sinclair? Se placer sur le même plan que lui, l'agresser verbalement?... Voilà le type de casse-tête qui agite le Landerneau du micro! Or, les Bilalian, Masure, Chêne, Chazal, Lucet and co traitent l'ex-para avec la même déférence mielleuse que celle dont ils font preuve vis-à-vis de Martine Aubry, Lionel Jospin, Edouard Balladur, François Léotard, Alain Juppé... Profil très bas! Alors que chez nos voisins, les interviewés (3) mettent les politiciens sur le gril en abordant des aspects gênants, n'hésitant pas à pousser les invités dans leurs derniers retranchements, chez nous, ces messieurs-dames BCBG se complaisent en d'insignifiants palabres. Je me répete : dans aucun pays de l'ouest européen, le débat d'idées, notamment cathodique, n'approche, même de loin, le niveau totalement affligeant qui prévaut dans le PAF. L'agencement réducteur avec lequel les maître(ss)es de cérémonie tentent d'expliquer des concepts éminemment complexes, en occultant sciemment l'essentiel des tenants et aboutissants, ne prédispose-t-il pas

le téléspectateur/consommateur à se tourner vers des « solutions » politiques simplistes, telles que les propose, « clés en main », le FN.? Ce qui me paraît le plus grave, c'est que nous nous trouvions systématiquement en position de « riposte ». Par leurs initiatives et leurs « petites » (!) phrases, les notables frontistes dictent le rythme et les sujets de discussions de la vie publique. Reprendre enfin l'offensive consiste non seulement à gueuler « F comme fasciste, N comme nazi, à bas, à bas le Front national », slogan le plus prisé lors de la coulée du 29 mars, mais surtout à argumenter, chiffres à l'appui, pour désosser une à une les lignes programmatiques de ce parti, en allant plus loin que Libération dans son édition du 1^{er} avril 1997. Quelques « pistes »? « La répartition entre toutes et tous d'un travail utile à la société ainsi que des richesses, en rendant le chômage inacceptable », abaisser à trente ou trente-deux heures la durée hebdomadaire du labeur répartie sur quatre jours... Les 10% disposant, hors patrimoine, des revenus les plus élevés amassent 21 fois la somme disponible pour les 10% les plus démunis!.. Jusqu'à quand croira-t-on « gagner sa vie » en dévastant les écosystèmes, en pérennisant les abominations de la guerre et les vio-

lences structurelles (exploitation, domination, ségrégation...)? En Alsace et ailleurs, des partisans d'une « économie distributive » (4) ont ébauché des stratégies anticapitalistes opératoires dès aujourd'hui. Catherine Trautmann, qui possède décidément, avec l'équipe de Charlie Hebdo, un fan-club d'une dévotion quasi maritale, aura très bientôt l'occasion de prouver à quel point « la parole citoyenne » de ses administrés lui importe. L'Evita Peron locale, fêtée lors de son apparition, le 29 mars, sur le balcon de l'Hôtel de ville, va se coltiner deux dossiers d'urbanisme qui lui valent une vigoureuse opposition, assortie de contre-propositions viables, des associations en lutte contre sa « mégalomanie ». Déjà, la commission d'enquête a rejeté son projet d'aménagement de la ZAC Etoile. Pas d'assemblée honnie en vue pour créer la diversion...

René Hamm

- (1) Supplément au Monde libertaire n° 1082 du 30 avril 1997.
- (2) Le sociologue Philippe Breton dans son speech du 31 mars.
- (3) Le Monde libertaire du 6 mars 1997
- (4) Groupe de salariés pour une économie distributive: Marie-Jeanne et Pierre Wendling, 29 rue du Kurenbourg - 68800 Thann.

Amalgames ignominieux

« Le particularisme alsacien nourrit l'extrême droite », écrit sans ciller Marcel Scotto dans Le Monde des 30 et 31 mars 1997. Le pluriel du quotidien du soir entonne en karaoék un des tubes composés par certains intellectuels ou prétendus tels. Dans le numéro de la revue trimestrielle Saisons d'Alsace (1), sorti à l'automne 1995 et intitulé « Réinventer l'Alsace », Philippe Breton, chercheur au C.N.R.S. et collaborateur au Monde diplomatique (tiens, tiens!), stigmatise, en se répandant en généralisations aussi partielles que partiales, le « repli identitaire rancé... un tabou qui exposera aux pires foudres celui qui voudra le lever ».

En septembre 1974, des artistes et des militants sociaux autogestionnaires avaient lancé le Front Culturel Alsacien, lequel intervint régulièrement durant les luttes contre le nucléaire et les pollutions industrielles. Comme bien d'autres, ils souscrivirent à cette interrogation fondamentale de l'écrivain-poète André Weckmann dans Fosse ou l'éducation alsacienne (2): « Est-ce que vous croyez, vous qui êtes au pouvoir, qu'une seule révolte dans une vie, cela suffit? ». Armand Peter, le dessinateur Raymond Piéla et quelques potes créèrent, au printemps 1975, une revue, De Budderflade (La tartine de beurre) qui s'interrompit à l'automne 1980 après 18 numéros d'excellente facture. André Weckmann précisa dans le numéro 6 du 3^e trimestre 1976 que Markolsheim, Wylh et Kaiserstugst posèrent les premiers jalons d'une « prise de conscience de l'alémanicité contestataire ». Le 26 mai 1976 avait eu lieu à Fribourg le premier Alemannenforum, « naissance de l'Internationale alémanique ».

Le 26 mars 1997, le collectif Identité et liberté, de concert avec les associations Ouf lire, L'atelier alsacien, Culture et bilinguisme d'Alsace et Moselle et Mitteleuropa, invita au Foyer des Étudiants Catholiques à Strasbourg des écrivains, poètes et chanteurs pour une soirée de « lectures alsaciennes contre le racisme et la xénophobie », hêlant une amie rendue célèbre par Khaled, « Aïcha, Aïcha, écoute-moi... » (« Eichele héer emol »). Trois jours plus tard, dans le cortège qui serpenta de l'Étoile à Broglie, leur banderole fit flotter dans le vent deux revendications « Identité alsacienne-Droit de vote aux immigrés ». Comme une réponse aux honteuses alléguations des idéologues-bulldozer et le rappel d'une des innombrables promesses non tenues!.. Mais selon Bernard Reumaux, le directeur de Saisons d'Alsace et dont la biographie ne serait pas exempte de taches brunes, l'audience du F.N. atteste « l'émergence d'un discours régionaliste à consonance identitaire quasi ethnique, de type Blut und Boden ». Les procureurs jacobins à l'antigermanisme délirant font la pluie et le beau temps dans le paysage médiatique alsacien. Jusqu'à quand?..

R.H.

(1) Éditions La Nuée Bleue à Strasbourg, donc les quasi monopolistiques Dernières Nouvelles d'Alsace.

(2) Roman réédité en 1983 chez BF Éditions: 14, rue Sainte-Hélène 67000 Strasbourg.

La liberté d'expression en danger

L'ordre moral n'est pas un fait accompli. La mise en pratique de cette politique n'est plus du seul fait de l'extrême droite, mais aussi du gouvernement et d'élus qui prétendent lutter contre le FN en appliquant ses idées. Jean-Marie Le Pen et le ministre de l'Intérieur attaquent Le Monde libertaire, mais c'est la presse d'opinion qui est visée. Si notre journal est condamné, c'est la liberté d'expression qui est remise en cause.

* Chaque jeudi dans les kiosques, 10 F.



FÉDÉRATION ANARCHISTE

Proces Front national contre le Monde libertaire le 6 mai à 12h 30. 17^e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris

Proces ministre de l'Intérieur contre le Monde libertaire le 22 juin à 13h 30. 17^e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris

145, rue Amelot 75011 Paris

Affiche éditée par la FA. Format 40 x 60 cm. 50 F les 100 ex. (port compris). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèques à l'ordre de Publico

A G E N D A

jeudi 8 mai

RENNES : Un repas de quartier (grillades de cochon) pour fêter l'arrivée précoce de l'été est organisé par le Local anarchiste rennais à 14 heures au 9, rue Malakoff. Participation : 30 F (chômeurs, précaires : 15 F).

ORLÉANS : Fête antimilitariste et de soutien à Alexis, objecteur-déserteur. Tables de presse, musique, buvette. organisé par le Comité de soutien à Alexis d'Orléans à 14 heures place Saint-Aignan.

vendredi 9 mai

MARSEILLE : Rendez-vous à 14 heures devant le palais de justice afin de soutenir Dominique, l'un des 14 inculpés à l'issue d'une manifestation pacifique contre Le Pen.

samedi 10 mai

LYON : Débat à la Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, à 15 heures, suite à la diffusion d'un documentaire sur Makhno.

lundi 12 mai

LYON : Le syndicat Santé-social-éducation de la CNT du Rhône organise une réunion publique sur la précarité dans l'Éducation (M.A., CES...) à 20 heures au CUL (44, rue Burdeau, 69001).

samedi 24 mai

BELGIQUE : Un barbecue (au bénéfice de l'école libertaire Bonaventure) est organisé par les amis d'Alternative libertaire dans une vieille ferme brabançonne (40 km de Bruxelles, 35 km de Namur). On y discutera et on y mangera (y compris végétarien). Il faut bien sûr réserver... auprès d'Alternative libertaire, B.P. 103, 1050 Ixelles 1.